

# Une offre qu'Athènes ne peut pas refuser...

UE La Grèce est sommée d'accepter ce samedi l'offre (presque) à prendre ou à laisser

► L'Eurogroupe se réunit ce samedi à 14 heures.

► En cas de refus grec, les ministres envisageront le plan B, celui du défaut grec.

**C**e samedi sera une journée cruciale pour la Grèce, mais aussi pour l'euro. À en croire le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker s'exprimant hier à l'issue du sommet européen, on devrait donc savoir ce soir si la Grèce et ses créanciers ont conclu enfin un accord qui permettra à la première d'éviter mardi le défaut de paiement, lorsqu'Athènes devra rembourser 1,5 milliard d'euros au Fonds monétaire international. À 14 heures, se réunira pour la quatrième fois cette semaine à Bruxelles l'Eurogroupe (les ministres des Finances de la zone euro), qui aura été précédé d'une réunion de l'Euro Working Group, qui prépare les décisions des ministres. Vendredi, la pression avait été maximale sur le premier ministre grec Alexis Tsipras, que la chancelière allemande Angela Merkel avait exhorté à « accepter l'offre généreuse » des créanciers.

L'offre généreuse, élaborée par les « institutions » en charge de la négociation (Commission, Banque centrale européenne et FMI) avait été transmise jeudi

matin aux autorités grecques. Elle maintient dans l'ensemble, moyennant quelques légères concessions, celle qui avait déjà été adressée à la Grèce trois semaines plus tôt : des économies supplémentaires de 1 % du PIB dans les pensions, des recettes

supplémentaires de 1 % par une réforme de la TVA, et un paquet d'actions prioritaires indiquant méticuleusement à la Grèce les réformes à exécuter sur-le-champ. En échange, les créanciers proposent une extension du programme de sauvetage actuel,

qui expire ce 30 juin : il serait prolongé de 5 mois jusqu'au 30 novembre, assurant à la Grèce quelque 12 milliards d'euros devant lui permettre de faire face à ses échéances d'ici là.

Les Grecs ont eu beau proposer quelques contre-propositions depuis le week-end dernier, dont une dernière à l'Eurogroupe de jeudi, les créanciers restent quasiment inflexibles. Ce qui a amené Alexis Tsipras vendredi à Bruxelles à « refuser les ultimatums et les chantages », tandis qu'à Athènes dans l'après-midi

un ministre déclarait que la Grèce « rejetait la dernière proposition des créanciers ». Laquelle, assortie des diverses déclarations de dirigeants européens vendredi, ressemblait bien à un *ultimatum*, bien que le président de la Commission affirmait que « ce n'est pas une proposition à prendre ou à laisser ». Interrogée par *Le Soir* quant à savoir si on cherchait vraiment à faire avaler aux autorités grecques un plan drastique sans laisser la moindre impression à Tsipras et son parti de gauche ra-

dicale d'avoir remporté quelque concession, une source proche de la négociation indiquait qu'« il nous reste un dernier élément de marchandage ». Une autre source, haut placée celle-là, indiquait que le discours du « à prendre ou à laisser » était encore de l'ordre de la négociation. Dans la soirée, le ministre des Fi-

nances grec Yanis Varoufakis a accordé une interview à la chaîne de télévision Ant1 : « Il n'y a pas de raison qu'il n'y ait pas d'accord demain à l'Eurogroupe, nous avons le devoir de trouver une solution ».

**Le scénario « positif ».** D'ici à l'Eurogroupe de ce samedi après-midi, les Grecs acceptent la proposition qui leur est faite, améliorée à la marge par les créanciers dans les dernières heures. Les ministres des Finances, formellement compétents, approuvent l'accord. Ils décident aussi d'une formulation sur la nécessité à terme de restructurer la dette publique grecque. Ce ne sera pas donné, l'Allemagne et quelques autres bloquant totalement sur ce point. En cas d'accord, celui-ci serait soumis au parlement grec dimanche. Ce ne sera pas donné non plus. Et lundi le Bundestag (chambre basse allemande) l'approuve à son tour, de même que les 17 autres Etats de l'eurozone. Mardi, les premières tranches d'aide sont versées à la Grèce, qui paie le FMI.

**Le scénario négatif.** La négociation échoue, la Grèce refusant la proposition. Dans ce cas l'Eurogroupe discute sur-le-champ des mesures à prendre pour éviter la contagion, en concertation avec la Banque centrale européenne. Athènes doit de son côté instaurer un contrôle des capitaux, afin de garder les liquidités au pays. Et mardi, reste à voir si la Grèce fait défaut sur son remboursement au FMI.

En marge du sommet vendredi, que ce fût en *off* ou en *on the record*, le pronostic était de 50/50. Et Juncker se disait « optimiste, mais pas trop ». ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## sécurité « Nous sommes ensemble, la même victime »

Le Conseil européen avait à peine repris vendredi matin, avec un léger retard dû aux prolongations nocturnes sur les migrations (lire p.17), que l'annonce d'une décapitation en France faisait l'effet d'une bombe parmi les dirigeants européens. Les « chefs » de l'UE venaient d'écouter Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, invité au sommet pour évoquer avec les Européens les « nouveaux défis en matière de sécurité, la guerre hybride, le cyberterrorisme et les attaques terroristes ». Peu après, François Hollande faisait part à ses homologues de l'« hypothèse d'une attaque » - avant de quitter la réunion pour regagner dare-dare Paris. Puis vinrent les nouvelles de Sousse, du Koïteït... Plusieurs dirigeants ont alors appelé à « maintenir la vigilance », selon une source proche de la réunion.

« Il n'y a pas de division entre l'Union européenne, le monde arabe et l'islam, a insisté après le sommet la cheffe de la diplomatie de l'UE Federica Mogherini. Ces attaques montrent que nous sommes ensemble, la même victime. La réponse doit être plus d'unité, une alliance de civilisations. L'islam appartient aussi à l'Europe et nos valeurs européennes appartiennent aussi au monde arabe ».

Les dirigeants européens, monopolisés par le défi des migrations, les risques de « Grexit » et « Brexit », ont consacré un bref moment aux questions de sécurité et de défense. « Nous avons débattu de notre politique, et des liens entre dangers extérieurs et intérieurs » pour l'Europe, indique Mogherini. La Haute représentante de l'UE pour l'action extérieure a été chargée d'élaborer, d'ici juin 2016, une nouvelle « stratégie globale de l'UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité ». La précédente stratégie avait été rédigée au lendemain des attentats anti-américains de 2001...

Les Européens notent que « l'environnement de sécurité européenne s'est profondément modifié ». Un appel est répété à maintenir « un niveau de dépenses suffisant » pour la défense. Les budgets de l'UE pourraient à l'avenir être sollicités pour des programmes « de recherche et technologie » pour l'industrie européenne de la défense.

Un « partenariat » avec l'Otan devrait être « intensifié ». Stoltenberg relève régulièrement le rôle que l'UE peut jouer face aux menaces « hybrides » - qui mêlent forces non conventionnelles, pressions économiques, propagande, etc. Sur ce dernier front, cela avait été dé-

cidé par le sommet de mars, les services européens viennent de se doter d'une *task force* destinée à opposer des « contre-narrations » à la propagande russe, hyperactive sur fond de crise en Ukraine. C'était une préoccupation majeure des pays voisins du géant russe. ■

Ph.R.

### BREXIT

#### La négociation commence

« Le Premier ministre du Royaume-Uni a exposé ses plans pour un référendum in/out dans son pays. Le Conseil européen a convenu d'y revenir en décembre. » On n'en saura pas plus des intentions de David Cameron quant à la négociation qu'il veut mener avec l'UE afin de garantir le maintien de son pays dans l'Union. Officieusement, on a appris que Cameron veut mener des négociations ultra-discrètes et segmentées afin d'éviter toute fuite, au moins jusqu'au congrès conservateur d'octobre. Charles Michel, seul chef de gouvernement à s'exprimer sur ce sujet, dit s'être « assuré que l'ensemble des Etats membres seraient associés dès la première étape aux discussions ».

J.KZ

## migrants Le sommet européen s'étripe

Je persiste et signe : le spectacle d'hier était affligeant. Cela n'a été une soirée positive que pour les populistes et les extrémistes ». Le Premier ministre belge Charles Michel est arrivé remonté comme une pendule vendredi matin. Il n'avait toujours pas tourné la page au moment de présenter à la presse les conclusions du sommet. « Pendant six heures de discussion, il n'a pas été possible de trouver un accord sur deux mots. Nous avons de plus en plus affaire à une Europe à plusieurs vitesses. »

En cause : un affrontement homérique sur le plan de la Commission de « relocalisation » temporaire et exceptionnelle d'une poignée (40.000) de migrants dans d'autres pays de l'UE que ceux où ces demandeurs d'asile ont débarqué, Italie et Grèce, en l'occurrence. C'est la participation « volontaire » ou « obligatoire » à ce projet qui a crispé les débats. « Si vous voulez une base volontaire, si c'est ça votre idée de l'Europe, alors gardez-la pour vous ! », s'est emporté au cours de la nuit le chef du gouvernement italien Matteo Renzi, au front dans ce dossier.

La question a en effet révélé de profondes lignes de fracture. Qui laisseront très probablement des

traces. Entre l'ouest et l'est de l'Europe, tout d'abord. Et entre le Conseil européen présidé par le Polonais Donald Tusk et la Commission dirigée par le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker.

Charles Michel a mis les pieds dans le plat. « Pour certains pays, la solidarité, c'est quand ça les arrange et uniquement quand ça les arrange », a-t-il dénoncé à son arrivée au sommet. Et de préciser par la suite qu'il visait effectivement plusieurs Etats membres de la « Nouvelle Europe », qui « veulent que l'on parle d'une seule voix sur la Russie par rapport à l'Ukraine » ou sont très de-

mandeurs « des fonds européens de cohésion. La solidarité ne peut pas fonctionner à sens unique ! »

« Parfois, un mot suffit à déclencher une guerre ou une crise ! », a relevé Donald Tusk à l'issue du sommet, interrogé sur la charge menée par Michel. C'est qu'en l'espèce, le mot « obligatoire » n'était pas une simple question « de grammaire », observe le président du Conseil européen, bien obligé de chercher à forger un consensus. Sur les migrations, explique-t-il, il est « normal » que « différentes sensibilités » coexistent en Europe. « Certains Etats membres avaient vraiment peur d'être

confrontés à quelque chose de nouveau. » Les « différences » sont moins bien acceptées dans les « nouveaux » Etats membres, qui répugnent à céder un pouce de souveraineté en la matière.

L'affrontement portait dès lors aussi sur la répartition des compétences entre Conseil et Commission. Juncker, au plus chaud de la nuit, aurait fini par lancer « Je m'en fous », adressé semble-t-il au Conseil. Hier, il se déclarait « assez satisfait » puis le nombre de migrants à « relocali-

ser » et « réinstaller » correspondra bien à la proposition de la Commission : 60.000. Mais, ajoute-t-il, « il est un fait juridique-politique que la proposition de la Commission reste sur la table » des Etats membres, qui devront décider le mois prochain la mise en œuvre de l'accord du sommet. Les Traités imposent de recueillir la majorité qualifiée. Mais les conclusions du sommet maintiennent l'idée d'une décision « par consensus ». Et si « tous les Etats membres participeront » à l'effort, on tiendra « compte de la situation particulière de chaque Etat membre ». « C'est très bizarre. Et lamentable », se désole une source belge. ■

PHILIPPE REGNIER (avec J.KZ)

**MIGRATIONS : LES DÉCISIONS DU SOMMET****Un doigt de solidarité, un poing de fermeté**

Les discussions au sommet ont été (très) dures, (très) longues et (fort) contentieuses avec, au bout du compte, un accord, annoncé peu avant 3 heures du matin. La balle est désormais à nouveau dans le camp des États membres. Les ministres (ou leurs représentants permanents à l'UE) sont priés de concrétiser les premières décisions « *d'ici la fin juillet* ». Plusieurs mesures visant à renforcer la « Forteresse Europe » ont été décidées - pour convaincre les plus réticents de se joindre à l'effort de solidarité en faveur des pays situés en première ligne des arrivées de migrants.

- 40.000 réfugiés arrivés en Italie et en Grèce seront « *relocalisés* » vers d'autres États membres. La mesure est « *temporaire et exceptionnelle sur deux ans* ». La répartition de l'effort sera décidée le mois prochain... si on arrive au nombre voulu.

- 20.000 déplacés aux frontières de leur pays en guerre (Syrie surtout) seront « *réinstallés* » dans les pays de l'UE.

- des centres de « *tri* » de migrants seront installés dans les pays situés en première ligne pour enregistrer et « *ficher* » les arrivants, et rapidement déterminer qui n'a pas droit à l'asile.

- Le renvoi des « *migrants en situation irrégulière* » (les migrants « *économiques* ») sera accéléré et intensifié autant que possible. Frontex sera davantage associé aux rapatriements.

- La coopération avec les pays d'origine et de transit sera renforcée, pour « *lutter contre les réseaux de trafiquants* », « *endiguer l'afflux de migrants en situation irrégulière* » mais aussi « *s'attaquer aux causes profondes des migrations* ».

PH.R.